

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2019/15472]

25 JANVIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1992

CHAPITRE 1^{er}Engagements effectués en exécution du budget**Article 1^{er}**

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1992, s'élèvent à 1.252.500.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3)

Ce montant se compose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	0
- opérations de capital :	1.252.500.000

Article 2

Les crédits d'engagement initiaux ont été :

- modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 119.000.000 francs et une diminution de -61.300.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).
- complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 2.660.601.368 francs.

Article 3

Le total des crédits d'engagements disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1992 s'élève à 3.970.801.368 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	129.252.000
- opérations de capital :	3.841.549.368

Article 4

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 1.240.044.793 francs.

Ce montant se décompose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	0
- opérations de capital :	1.240.044.793

Article 5

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.730.756.575 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se décompose comme suit :

	Crédits à reporter à l'année 1993	Crédits à annuler
Opérations courantes	0	129.252.000
Opérations de capital	0	2.601.504.575

(Tableau annexe I, colonnes 1, 2).

CHAPITRE IIRecettes et dépenses effectuées en exécution du budget§ 1^{er} Fixation des recettes**Article 6**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1992 à la somme de 202.723.234.390 francs (Tableau annexe II.colonne 3 Recettes)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes courantes :	188.771.938.952
- recettes de capital :	1.295.438
- produits d'emprunt	13.950.000.000

Article 7

Les recettes budgétaires de l'année 1992 s'élèvent à **202.265.934.390** francs (Tableau annexe II colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes courantes :	188.314.638.952
- recettes de capital :	1.295.438
- produits d'emprunt :	13.950.000.000

Article 8

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 457.300.000 francs (Tableau annexe II colonne 5)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (tableau annexe II colonne 6)

	(en francs)
- recettes courantes :	392.200.000
- recettes de capital :	0

b. droits reportés à l'année budgétaire 1993 (tableau annexe II colonne 7)

- recettes courantes :	65.100.000
- recettes de capital :	0

§ 2 Fixation des crédits de dépenses**Article 9**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1992 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	192.738.500.000	0	192.738.500.000
Dépenses de capital	4.690.500.000	1.472.500.000	6.163.000.000
TOTAL	197.429.000.000	1.472.500.000	198.901.500.000

(Tableau annexe III, colonnes 1 à 7).

Article 10

Ces autorisations de dépenses ont été :

- modifiées par l'ajustement effectué en vertu des décrets d'ajustement (Tableau annexe III).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	224.200.000	0	224.200.000
Dépenses de capital	54.300.000	-182.500.000	-128.200.000
TOTAL	278.500.000	-182.500.000	96.000.000

Article 11

- Le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1992 s'élève à 207.752.590.927 francs (Tableau annexe III, colonne 1 à 7).

Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	199.086.659.587	3.600.906	199.090.260.493
Dépenses de capital	5.321.698.485	3.340.631.949	8.662.330.434
TOTAL	204.408.358.072	3.344.232.855	207.752.590.927

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 12**

Les dépenses à charge de l'année budgétaire 1992 se montent à 197.243.065.315 francs (Tableau annexe III, colonne 7), se répartissant entre :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
<u>Dépenses courantes</u>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 1, 2, 5)	4.929.584.066	0	4.929.584.066
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 1, 2, 5)	186.611.731.090	0	186.611.731.090
TOTAL (1)	191.541.315.156	0	191.541.315.156
<u>Dépenses de capital</u>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 3, 4, 6)	140.833.021	94.099.054	234.932.075
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 3, 4, 6)	4.264.354.886	1.202.463.198	5.466.818.084
TOTAL (2)	4.405.187.907	1.296.562.252	5.701.750.159
TOTAL (1) + (2)	195.946.503.063	1.296.562.252	197.243.065.315

Article 13

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 196.828.139.218 francs dont :

- 195.531.576.966 francs pour les crédits non dissociés (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).
- 1.296.562.252 francs pour les crédits d'ordonnement (Tableau annexe III, colonnes 2, 4).

Article 14

Pour les dépenses restant à régulariser, d'un montant de 414.926.097 francs dont :

- 414.926.097 francs de crédits non dissociés;
- 0 francs de crédits d'ordonnement;

il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).

§ 4 Règlement des crédits**Article 15**

La comparaison entre les crédits répartis par décret (article 11) et les opérations imputées (article 12) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1992 de 10.509.525.612 francs.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Crédits répartis	204.408.358.072	3.344.232.855	207.752.590.927
Opérations imputées	195.946.503.063	1.296.562.252	197.243.065.315
Excédent de crédit	8.461.855.009	2.047.670.603	10.509.525.612

Article 16

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1992 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 330.000 francs dont :

- pour les crédits non dissociés : 330.000 francs.
- pour les crédits d'ordonnement : 0 francs.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au Tableau annexe IV.

Article 17

Par suite des dispositions contenues dans les articles 15 et 16, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1992 comprend :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Crédits à annuler	1.286.847.652	2.047.670.603	3.334.518.255
Crédits à reporter à l'année budgétaire 1993	7.175.337.357	0	7.175.337.357
total	8.462.185.009	2.047.670.603	10.509.855.612

(Tableau annexe III, colonne 7).

La partie à fusionner avec les crédits de l'année 1993 s'élève à :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	1.025.592.351	0	1.025.592.351
Dépenses de capital	31.508.375	0	31.508.375
TOTAL	1.057.100.726	0	1.057.100.726

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1992**Article 18**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1992 se présente comme suit :

(en francs)

Opérations courantes

Recettes	188.314.638.952
Dépenses	191.541.315.156
Excédent de dépenses	-3.226.676.204

Opérations de capital

Recettes	1.295.438
Dépenses	5.701.750.159
Excédent de dépenses	-5.700.454.721

Opérations réunies

Recettes y compris les produits d'emprunt	202.265.934.390
Dépenses	197.243.065.315
En conclusion, compte non tenu du résultat de la section particulière, les recettes excèdent les dépenses de	5.022.869.075
Comme le solde fin de l'année budgétaire 1991 s'élevait à	-18.569.148.315
Le solde fin de l'année budgétaire 1992 s'élève à	-13.546.279.240

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget**Article 19**

Les décrets budgétaires de l'année 1992 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

(en francs)

- Recettes	22.521.700.000
- Dépenses	23.422.800.000

(Tableau annexe V, colonnes 1, 2).

Article 20

Le solde disponible au 1^{er} janvier 1992 s'élevait à 8.196.042.400 francs.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 32.959.665.483 francs.

Total disponible pour les dépenses de l'année 1992 : 41.155.707.883 francs.

(Tableau annexe V, colonnes 3, 7).

Article 21

Les dépenses imputées s'élèvent à 33.677.665.410 francs (Tableau annexe V, colonne 4).

Ce montant comprend 15.971.636.565 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe V, colonne 5).

Article 22

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à -717.999.927 francs (Tableau annexe V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1992, tel que déterminé à l'article 20, et des dépenses reprises à l'article 21, le solde disponible au 31 décembre 1992 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 7.478.042.473 francs.

Il sera reporté à l'année budgétaire 1993 sous réserve de l'application de l'article 4 § 1^{er} du décret du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française.

CHAPITRE IVRésultat global**Article 23**

Tous services réunis, budget et section particulière, compte tenu des articles 18 et 22 du présent décret, le résultat global du budget 1992 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto : 5.022.869.075

Section particulière : -717.999.927

Total : 4.304.869.148

DEUXIEME PARTIE OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION
DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget. (article 76 de la loi du 28 juin 1963)

CHAPITRE I^{er}
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Année courante

Article 24

Référence budgétaire : décret du 26 juin 1992 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1992 - article 36.

150^e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1992 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	833.690.000
recettes imputées :	809.453.387
différence :	24.236.613
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	854.290.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	854.290.000
dépenses imputées :	807.091.033
excédent de crédits à annuler :	47.198.967
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1992 se résume comme suit :	
recettes :	809.453.387
dépenses :	807.091.033
excédent de recettes :	2.362.354

CHAPITRE II
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Année courante

Article 25

Référence budgétaire : décret du 26 juin 1992 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1992 - article 37

150^e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget de l'Agence de Prévention du Sida pour l'année 1992 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	147.868.182
recettes imputées :	152.766.682
différence :	-4.898.500
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	147.500.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	147.500.000
dépenses imputées :	143.915.402
excédent de crédits à annuler :	3.584.598
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1992 se résume comme suit :	
recettes :	152.766.682
dépenses :	143.915.402
excédent de recettes :	8.851.280

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 2008.

M. ARENA,
Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,
Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,
Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,
Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement – Projet de décret, n° 372-1

Session 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n° 372-2

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 22 janvier 2008.

TABLEAUX

- I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
II. - RECETTES
III. - DEPENSES
IV. - DEPASSEMENTS DE CREDITS
V. - SECTION PARTICULIERE

TABLEAU I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS

	Dépenses courantes (1) MERF	Dépenses de capital (2) MCAS	Dépenses totales (3)
Budgets initiaux	0	1.252.500.000	1.252.500.000
Ajustements des crédits :			
Augmentations		119.000.000	119.000.000
Diminutions	0	-61.300.000	-61.300.000
Crédits reportés de l'année précédente	129.252.000	2.531.349.368	2.660.601.368
Total des crédits	129.252.000	3.841.549.368	3.970.801.368
Engagements comptabilisés dans le courant de l'année budgétaire	0	1.240.044.793	1.240.044.793
Règlement des crédits :			
dépassements de crédit		0	0
Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire	129.252.000	2.601.504.575	2.730.756.575
- Crédits reportés	0	0	0
- Crédits à annuler	129.252.000	2.601.504.575	2.730.756.575
Crédits définitifs de l'année	0	1.240.044.793	1.240.044.793

TABLEAU II - RECETTES

NATURE DES RECETTES (1)	SITUATION DES RECETTES						DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOUVREMENTS	
	Prévisions (2)	Droits constatés (3)	Recettes imputées (4)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (5)	A annuler ou à porter en surséance indéfinie (6)	Droits reportés (7)	Prévisions supérieures aux recouvrements (8)	Prévisions inférieures aux recouvrements (9)
Recettes courantes								
Recettes fiscales	1.773.000.000	0	0	0	0	0	1.773.000.000	0
Recettes générale	189.289.300.000	188.771.938.952	188.314.638.952	457.300.000	392.200.000	65.100.000	1.083.408.710	108.747.662
Total recettes courantes	191.062.300.000	188.771.938.952	188.314.638.952	457.300.000	392.200.000	65.100.000	2.856.408.710	108.747.662
Recettes en capital								
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes générales	877.200.000	1.295.438	1.295.438	0	0	0	876.609.500	704.938
Total recettes en capital	877.200.000	1.295.438	1.295.438	0	0	0	876.609.500	704.938
produits d'emprunts	7.040.000.000	13.950.000.000	13.950.000.000					6.910.000.000
TOTAL GENERAL	198.979.500.000	202.723.234.390	202.265.934.390	457.300.000	392.200.000	65.100.000	3.733.018.210	7.019.452.600

TABLEAU III. - DEPENSES

	Nature des dépenses et nature des crédits	Dépenses courantes		Dépenses de capital		Total dépenses courantes (5)	Total dépenses de capital (6)	Total général (7)
		Crédits non dissociés (1)	Crédits d'ordonnement (2)	Crédits non dissociés (3)	Crédits d'ordonnement (4)			
Crédits votés ou à voter	Crédits initiaux	192.738.500.000	0	4.690.500.000	1.472.500.000	192.738.500.000	6.163.000.000	198.901.500.000
	Augmentations	526.600.000		76.700.000	41.700.000	526.600.000	118.400.000	645.000.000
	Diminutions	-302.400.000	0	-22.400.000	-224.200.000	-302.400.000	-246.600.000	-549.000.000
	Crédits ouverts	192.962.700.000	0	4.744.800.000	1.290.000.000	192.962.700.000	6.034.800.000	198.997.500.000
Crédits reportés de l'année 1991	Crédits reportés de l'année 1991	6.123.959.587	3.600.906	576.898.485	2.050.631.949	6.127.560.493	2.627.530.434	8.755.090.927
	Totaux	199.086.659.587	3.600.906	5.321.698.485	3.340.631.949	199.090.260.493	8.662.330.434	207.752.590.927
	Crédits complémentaires à allouer par le décret de comptes pour dépenses faites au-delà des crédits	330.000	0	0	0	330.000	0	330.000
	Crédits totaux	199.086.989.587	3.600.906	5.321.698.485	3.340.631.949	199.090.590.493	8.662.330.434	207.752.920.927
Dépenses imputées	Dépenses totales	191.541.315.156	0	4.405.187.907	1.296.562.252	191.541.315.156	5.701.750.159	197.243.065.315
	Prestations effectuées	4.929.584.066	0	140.833.021	94.099.054	4.929.584.066	234.932.075	5.164.516.141
	au cours de l'année antérieure	186.611.731.090	0	4.264.354.886	1.202.463.198	186.611.731.090	5.466.818.084	192.078.549.174
	au cours de l'année	414.926.097	0	0	0	414.926.097	0	414.926.097
Soldes des crédits	Paiements non régularisés au 31/12/92	7.545.674.431	3.600.906	916.510.578	2.044.069.697	7.549.275.337	2.960.580.275	10.509.855.612
	Montants	1.238.462.916	3.600.906	48.384.736	2.044.069.697	1.242.063.822	2.092.454.433	3.334.518.255
	Crédits à annuler définitivement	6.307.211.515	0	868.125.842	0	6.307.211.515	868.125.842	7.175.337.357
	Crédits à reporter à l'année 1993							

**TABLEAU IV : DEPASSEMENTS DE CREDITS DE L'ANNEE
BUDGETAIRE 1992**

Numéro et libellé des articles	Montant des crédits complémentaires à octroyer
<p>Budget Culture et affaires sociales (36) CND Titre I dépenses courantes Secteur secrétariat général Section 31 affaires générales</p> <p>Chapitre I – dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services) § 2 achat de biens non durables et de services</p> <p>article 12.31 bibliothèque centrale –dépenses courantes relatives à l'achat d'ouvrages, de revues d'enregistrement 11. Communauté française</p>	<p style="text-align: right;">300.000</p>
<p>Secteur culture et communication Section 64 jeunesse et éducation permanente</p> <p>Chapitre I – dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services)</p> <p>§ 2 achat de biens non durables et de services</p> <p>article 12.50 service de la formation des animateurs socioculturels : dépenses de toute nature 11 Communauté française</p>	<p style="text-align: right;">30.000</p>
<p>TOTAL</p>	<p style="text-align: right;">330.000</p>

TABLEAU V. - SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés			
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Différence entre recettes et dépenses (6)	Au 01/01/1992 (7)	Au 31/12/1992 (8)	annulations et transferts (9)	Solde au 31/12/1992 (10)
				Totaux (4)	Restant à régulariser (5)					
Communauté française	13.572.400.000	14.828.500.000	13.926.011.780	14.466.781.377	6.932.663.617	-540.769.597	1.259.276.680	718.507.083	0	718.507.083
Education, rech. et form.	8.949.300.000	8.594.300.000	19.033.653.703	19.210.884.033	9.038.972.948	-177.230.330	6.936.765.720	6.759.535.390	0	6.759.535.390
TOTAUX	22.521.700.000	23.422.800.000	32.959.665.483	33.677.665.410	15.971.636.565	-717.999.927	8.196.042.400	7.478.042.473	0	7.478.042.473

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

BILAN AU 31 DECEMBRE 1992

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	-	<i>Capitaux propres</i>	
		Résultat reporté	-16.644.034
		<i>Provisions et impôts différés</i>	
<i>Actifs circulants</i>	76.223.074	Provision syndicale	560.000
Avances	20.847.009		
Créances à un an au plus	8.153.759	<i>Dettes</i>	217.361.505
Valeurs disponibles	47.222.306	Dettes années antérieures	21.342.432
		Dettes années 1992	110.520.577
		Dettes à un an au plus	9.198.496
		Dettes à plus d'un an	76.300.000
<i>Comptes de régularisation</i>	125.511.199	<i>Comptes de régularisation</i>	456.802
TOTAL	201.734.273	TOTAL	201.734.273

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		725.568.965
Autres produits d'exploitation	725.568.965	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		806.726.265
Services et biens divers	85.527.183	
Rémunérations, charges sociales et pensions	220.007.925	
Autres charges d'exploitation	501.191.157	
<i>III. Résultats d'exploitation</i>		-81.157.300
IV. Produits financiers	7.634.422	
V. Charges financières	414.768	
<i>VI. Perte courante avant impôts (+)</i>		-73.937.646
VII. Produits exceptionnels	0	
VIII. Charges exceptionnelles	0	
<i>IX. Perte de l'exercice avant impôts (+)</i>		-73.937.646
<i>XI. Perte de l'exercice (+)</i>		-73.937.646
<i>XIII. Perte de l'exercice à affecter (+)</i>		-73.937.646

AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

BILAN AU 31 DECEMBRE 1992

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	3.853.154	<i>Capitaux propres</i>	
Terrains et constructions	483.818	Bénéfice reporté	13.398.629
Mobiliers et matériel roulant	3.413.686		
I.M.O.	-44.350		
 <i>Actifs circulants</i>	 73.931.733	 <i>Dettes</i>	 13.977.236
Placements de trésorerie	0	Dettes à plus d'un an	15.592
Valeurs disponibles	73.931.733	Dettes à un an au plus	13.961.644
 <i>Comptes de régularisation</i>	 0	 <i>Comptes de régularisation</i>	 50.409.022
 TOTAL	 77.784.887	 TOTAL	 77.784.887

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		136.442.330
Autres produits d'exploitation	136.442.330	
 <i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		 148.454.131
Services et biens divers	132.976.044	
Rémunérations, charges sociales et pensions	14.668.866	
Amortissements	809.221	
 <i>III. Résultat d'exploitation</i>		 -12.011.801
IV. Produits financiers	4.688.025	
V. Charges financières	0	
 <i>VI. Perte courante avant impôts (+)</i>		 -7.323.776
VII. Produits exceptionnels	0	
VIII. Charges exceptionnelles	0	
 <i>IX. Perte de l'exercice avant impôts (+)</i>		 -7.323.776
 <i>XI. Perte de l'exercice (+)</i>		 -7.323.776
 <i>XIII. Perte de l'exercice à affecter (+)</i>		 -7.323.776

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15472]

25 JANUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 1992

HOOFDSTUK 1
Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting

Artikel 1

Oorspronkelijke vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 1992 bedragen 1.252.500.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	0
- kapitaalverrichtingen:	1.252.500.000

Artikel 2

De oorspronkelijke vastleggingskredieten werden:

- gewijzigd door de aanpassing, overeenkomstig de aanpassingsdecreten, die een verhoging veroorzaakt van 119.000.000 frank en een vermindering van -61.300.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).
- aangevuld door de kredietoverdracht verricht krachtens de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (Tabel bijlage I, kolom 3), ten bedrage van 2.660.601.368 frank.

Artikel 3

Het totaal van de vastleggingskredieten die beschikbaar zijn voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1992 bedraagt 3.970.801.368 frank (Tabel bijlage I, kolom 3), onderverdeeld als volgt:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	192.252.000
- kapitaalverrichtingen:	3.841.549.368

Artikel 4

De uitgavenvastleggingen die op die kredieten worden aangerekend, bedragen (Tabel bijlage I, kolom 3) 1.240.044.793 frank.

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	0
- kapitaalverrichtingen:	1.240.044.793

Artikel 5

De vastleggingskredieten die op het einde van het begrotingsjaar beschikbaar zijn, bedragen 2.730.756.675 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

	Naar het jaar 1993 over te dragen kredieten	Te annuleren kredieten
Lopende verrichtingen	0	129.252.000
Kapitaalverrichtingen	0	2.601.504.575

(Tabel bijlage I, kolommen 1, 2).

HOOFDSTUK II**Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting****§ 1 Vaststelling van de ontvangsten****Artikel 6**

De rechten vastgesteld ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 1992 het bedrag van 202.723.234.390 frank (Tabel bijlage II kolom 3 Ontvangsten)

Dit bedrag wordt onderverdeeld als volgt (in frank):

Lopende uitgaven	188.771.938.952
Kapitaaluitgaven	1.295.438
Opbrengsten van lening	13.950.000.000

Artikel 7

De begrotingsontvangsten voor het jaar 1992 bedragen 202.265.934.390 frank (Tabel bijlage II kolom 4)

Dit bedrag wordt onderverdeeld als volgt (in frank):

	(in frank)
Lopende uitgaven	188.314.638.952
Kapitaaluitgaven	1.295.438
Opbrengsten van lening	13.950.000.000

Artikel 8

De bij de afsluiting van het begrotingsjaar nog te innen vastgestelde rechten bedragen 457.300.000 frank (Tabel bijlage II kolom 5)

Dit bedrag wordt onderverdeeld als volgt:

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (tabel bijlage II kolom 6) (in frank)

Lopende uitgaven	392.200.000
Kapitaaluitgaven	0

b. rechten overgedragen naar het begrotingsjaar 1993 (Tabel bijlage II kolom 7)

Lopende uitgaven	65.100.000
Kapitaaluitgaven	0

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 9**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1992 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	192.738.500.000	0	192.738.500.000
Kapitaaluitgaven	4.690.500.000	1.472.500.000	6.163.000.000
TOTAAL	197.429.000.000	1.472.500.000	198.901.500.000

(Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

Artikel 10

Die uitgavenmachtigingen werden:

- gewijzigd bij de aanpassing verricht krachtens de aanpassingsdecreten (Tabel bijlage III).

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	224.200.000	0	224.200.000
Kapitaaluitgaven	54.300.000	-182.500.000	-128.200.000
TOTAAL	278.500.000	-182.500.000	96.000.000

Artikel 11

- Het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1992 bedraagt 207.752.590.927 frank (Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	199.086.659.587	3.600.906	199.090.260.493
Kapitaaluitgaven	5.321.698.485	3.340.631.949	8.662.330.434
TOTAAL	204.408.358.072	3.344.232.855	207.752.590.927

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 12**

De uitgaven ten laste van het begrotingsjaar 1992 bedragen 197.243.065.315 frank (Tabel bijlage III, kolom 7), onderverdeeld in:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
<u>Lopende uitgaven</u>			
- betreffende de prestaties van de vorige jaren (kolommen 1,2,5)	4.929.584.066	0	4.929.584.066
- betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 1,2,5)	186.611.731.090	0	186.611.731.090
TOTAL (1)	191.541.315.156	0	191.541.315.156

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
<u>Kapitaaluitgaven</u> - betreffende de prestaties van de vorige jaren (kolommen 3,4,6) betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 3,4,6)	140.833.021 4.264.354.886	94.099.054 1.202.463.198	234.932.075 5.466.818.084
TOTAL (2)	4.405.187.907	1.296.562.252	5.701.750.159
TOTAL (1) + (2)	195.946.503.063	1.296.562.252	197.243.065.315

Artikel 13

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 196.828.139.218 frank, onderverdeeld in:

- 195.531.576.966 frank voor de niet gesplitste kredieten (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3).
- 1.296.562.252 frank voor de ordonnanceringskredieten (Tabel bijlage III, kolommen 2, 4).

Artikel 14

Voor de uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd, ten bedrage van 414.926.097 frank, onderverdeeld in:

- 414.926.097 frank niet-gesplitste kredieten;
- 0 frank ordonnanceringskredieten;

wordt artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3) toegepast.

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 15**

De vergelijking tussen de per decreet verdeelde kredieten (artikel 11) en de aangerekende verrichtingen (artikel 12) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1992 van 10.509.525.612 frank.

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Verdeelde kredieten	204.408.358.072	3.344.232.855	207.752.590.927
Aangerekende kredieten	195.946.503.063	1.296.562.252	197.243.065.315
Kredietoverschot	8.461.855.009	2.047.670.603	10.509.525.612

Artikel 16

Om de uitgaven van het begrotingsjaar 1992 te dekken die boven de kredieten of in afwezigheid ervan werden gedaan, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 330.000 frank waaronder:

- Voor niet-gesplitste kredieten: 330.000 frank
- Voor ordonnanceringskredieten: 0 frank.

Deze kredieten worden onderverdeeld zoals bepaald in Tabel bijlage IV.

Artikel 17

Ten gevolge van de bepalingen vervat in de artikelen 15 en 16, bestaat het bedrag van de op 31 december 1992 beschikbare kredieten uit:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Te annuleren kredieten	1.286.847.652	2.047.670.603	3.334.518.255
Naar het begrotingsjaar 1993 over te dragen kredieten	7.175.337.357	0	7.175.337.357
TOTAAL	8.462.185.009	2.047.670.603	10.509.855.612

(Tabel bijlage III, kolom 7).

Het deel dat met de kredieten van het jaar 1993 samen te voegen is, bedraagt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	1.025.592.351	0	1.025.592.351
Kapitaaluitgaven	31.508.375	0	31.508.375
TOTAAL	1.057.100.726	0	1.057.100.726

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1992**Artikel 18**

Het algemeen resultaat van de begroting van het begrotingsjaar 1992 wordt voorgesteld als volgt:

(in frank)

<u>Lopende verrichtingen</u>	
Ontvangsten	188.314.638.952
Uitgaven	191.541.315.156
Uitgavenoverschot	-3.226.676.204
<u>Kapitaalverrichtingen</u>	
Ontvangsten	1.295.438
Uitgaven	5.701.750.159
Uitgavenoverschot	-5.700.454.721
<u>Alle verrichtingen samen</u>	
Ontvangsten m.i. v. de opbrengsten van lening	202.265.934.390
Uitgaven	197.243.065.315
Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met het resultaat van de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met	5.022.869.075
En daar het saldo van het begrotingsjaar 1988 bedroeg	-18.569.148.315
Bedraagt het saldo van het begrotingsjaar 1989	-13.546.279.240

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 19**

De begrotingsdecreten van het jaar 1989 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

(in frank)

- Ontvangsten	22.521.700.000
- Uitgaven	23.422.800.000

(Tabel bijlage V, kolommen 1, 2).

Artikel 20

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1989 bedroeg 8.196.042.400 frank.

Het totaal van de ontvangsten van het begrotingsjaar bedraagt 32.959.665.483 frank.

Beschikbaar totaal van het jaar 1992 voor de uitgaven: 41.155.707.883 frank.

(Tabel bijlage V, kolommen 3, 7).

Artikel 21

De aangerekende uitgaven bedragen 33.677.665.410 frank (Tabel bijlage V, kolom 4).

Dit bedrag omvat 15.971.636.565 frank uitgaven die nog te regulariseren zijn waarvoor artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage V, kolom 5) wordt toegepast.

Artikel 22

Het verschil tussen de gekregen ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven, bedraagt -717.999.927 frank (Tabel bijlage V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1992, zoals bepaald in artikel 20, en met de uitgaven vermeld in artikel 21, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1992 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 7.478.042.473 frank.

Het wordt naar het begrotingsjaar 1993 overgedragen onder voorbehoud van de toepassing van artikel 4, § 1, van het decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IV
Globaal resultaat

Artikel 23

Alle diensten samen, begroting en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 18 en 22 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 1992 (in frank):

Begroting sensu stricto : 5.022.869.075

Afzonderlijke sectie: -717.999.927

Totaal : 4.304.869.148

TWEEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN
VAN DE INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN TYPE A

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling (artikel 76 van de wet van 28 juni 1963)

HOOFDSTUK I
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Lopend jaar

Artikel 24

Begrotingsverwijzing: decreet van 26 juni 1992 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992 - artikel 36.

Boek 150 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1992 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten bepaald in het begrotingsdecreet:	833.690.000
aangerekende ontvangsten :	809.453.387
verschil :	24.236.613
b) uitgaven:	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet:	854.290.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden:	0
Totaal van de kredieten:	854.290.000
Aangerekende uitgaven:	807.091.033
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden:	47.198.967
c) samenvatting : het eindresultaat van de begroting van het beheersjaar 1992 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten :	809.453.387
uitgaven :	807.091.033
ontvangstenoverschot :	2.362.354

HOOFDSTUK II
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Lopend jaar

Artikel 25

Begrotingsverwijzing: decreet van 26 juni 1992 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992 – artikel 37

Boek 150 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "Agence de prévention du SIDA." voor het jaar 1992 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten bepaald in het begrotingsdecreet:	147.868.182
aangerekende ontvangsten :	152.766.682
verschil :	-4.898.500
b) uitgaven :	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet:	147.500.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden:	0
Totaal van de kredieten:	147.500.000
Aangerekende uitgaven :	143.915.402
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden:	3.584.598
c) samenvatting : het eindresultaat van de begroting van het beheersjaar 1992 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten :	152.766.682
uitgaven :	143.915.402
ontvangstenoverschot :	8.851.280

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 januari 2008.

M. ARENA,

Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,
Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector
M. TARABELLA,
Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie
C. FONCK,
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting* 2006-2007
Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 372-1
Zitting 2007-2008
Stukken van het Parlement – Verslag, nr.372-2
Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15473]

25 JANVIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1993 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE . SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1993

CHAPITRE 1^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1993, s'élèvent à 863.500.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 2

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent 604.161.518 à francs (annexe tableau I colonne 4)

Article 3

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 259.338.482 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement

Article 4

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1993 s'élèvent à 4.288.626.024 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ de 720.746.471 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1) au 1^{er} janvier 1993 a été déterminé conformément à l'article 4 § 1 du décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses.

Par suite des deux alinéas précédents, le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1993 à 5.009.372.495 francs (annexe tableau IV colonne 3)

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables

Article 5

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1993 s'élèvent à 3.645.046.548 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

Article 6

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1993 à

1.364.325.947 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5) .

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II

Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Article 7

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1993 à la somme de 218.300.274.042 francs (annexe tableau II colonne 2)